



SOLIDAIRES, UNITAIRES et DEMOCRATIQUES AU TRESOR

27 décembre 2007 :

***NOUVEL EPISODE DANS LE FEUILLETON DES
FUSIONS***

La Direction locale a convoqué les organisations syndicales ce jeudi 27 décembre l'avant dernier jour travaillé de l'année.

La Direction nous a informés des dernières décisions du Ministre. Il en ressort qu'il " faut refaire une étude site par site à la fois pour faire coïncider les périmètres et l'implantation physique des personnels"

En gros, cela signifie que les Trésoreries et les Centres des Impôts devront avoir le même périmètre de compétence géographique. Pour les Bouches du Rhône, il faut comprendre: pas de fusion pour la TP9 et TP10/11 au 01/01/2008, la fusion devrait se faire après une étude complémentaire " assez lourde ".

Provisoirement, les Chefs de Poste seront maintenus dans leurs fonctions pour le 1^{er} semestre 2008 ; un intérim sera assuré pour la Trésorerie du 9^{ème} à partir de fin mai 2008.

Outre la fusion des trésoreries, se pose le problème de l'implantation du site de la Direction locale unique réunissant la TG et les DSF. Une étude va être menée pour les sites de Sadi Carnot et de Borde/Prado. Le site d'Aix en Provence constituera dans les premiers temps un échelon intermédiaire.

La Trésorerie de Port de Bouc est, quant à elle, bel et bien rayée de la carte pour rejoindre Martigues. Après une revendication des administrés de Port de Bouc, une antenne leur a été concédée pendant quelques mois avec le maintien d'une sous caisse. Ce qui montre l'absolue nécessité du maintien du service public de proximité pour tous !

Pour Tarascon, un service des impôts aux particuliers (SIP) est prévu en 2008 ; les locaux devraient être aménagés pour séparer l'activité communale. Par contre, pour la Ciotat, pas de SIP dans l'immédiat car la priorité est donnée à la fusion CDI/CDIF.

Dès l'annonce des fusions ,**SUD** a dénoncé la précipitation des décisions de la Direction locale qui a tenté de mettre " la charrue avant les bœufs " . Au mépris des conditions de travail des agents , ballottés par les décisions sans cesse changeantes. Les incohérences pointées par Sud ressurgissent au moment de la signature des arrêts au plus au niveau de l'Etat .

SUD condamne la disparition du service public de proximité et les fusions qui ne sont que prétexte à la suppression d'emplois . Une fois encore, ces réformes conduisent à la détérioration des conditions de travail et à moins de service public.

Plus que jamais, soyons solidaires pour la défense du service public et de nos emplois.